

LES OUVRIERS, L'INGENIEUR ET LES MILITANTES KHOMEINISTES

Entretien dans une usine au lendemain de la révolution

Ladan BOROUMAND

Durant les derniers mois du régime impérial, les militantes et militants iraniens en exil, comme d'ailleurs la presse française, s'interrogeaient sur la nature de la révolution en Iran. Guidée par l'église chiite, était-elle une revendication culturelle d'identité ou une révolution sociale ? Pour les militantes et militants khomeinistes, il n'y avait pas de doute, la révolution iranienne était une révolution spirituelle centrée sur la mosquée, organisée par le chiisme qui retrouvait sa fonction politico-idéologique dans la nation dont le régime avait cherché à l'exclure.

Peu après leur retour en Iran, le 1^{er} février 1979, et la victoire de la révolution, le 10 février, un petit groupe de militantes khomeinistes a voulu vérifier l'hypothèse (ou la certitude), justement parmi les travailleurs industriels dont la spiritualité de la révolte pouvait être mise en doute. Des militants ouvriers et des groupes d'ouvriers ont été interrogés dans les usines. Les entretiens ont été enregistrés sur bande magnétique (ce qui à l'époque ne soulevait aucune difficulté). Parmi ces entretiens on a choisi d'en publier un qui se déroule dans l'usine de ciment Dria, située à une trentaine de kilomètres de la ville d'Isfahan et propriété de l'armée, parce que c'est l'un de ceux où la diversité des positions, leurs contrastes et leurs conflits apparaissent avec le plus de netteté.

L'entretien se déroule le 20 février. Les militantes khomeinistes qui se sont présentées sous le label plus neutre de sociologues cherchant à comprendre le déroulement de la révolution, assistent d'abord à la première réunion du personnel après la reprise du travail. Dans son

discours au cours de cette réunion, le directeur de l'usine qui n'a pas été changé, dénonce la dictature et la corruption du régime déchu et rend hommage à Mossadegh et à Khomeïni.

Après la réunion les militantes khomeïnistes se retrouvent en compagnie d'un ingénieur dans la grande cour de l'usine. Les ouvriers les rejoignent progressivement. Les questions posées cherchent à savoir dans quelle mesure et comment les ouvriers ont participé à la lutte, comment ils étaient organisés, quelles étaient leurs revendications et l'objet de leur contestation et comment ils les formulaient.

L'entretien dure plus d'une heure. La participation des ouvriers est intense ; on est encore dans la période d'exaltation des journées révolutionnaires. L'effervescence règne et la prise de parole se fait sans contrainte.

Plusieurs discours s'affrontent : trois discours ouvriers bien caractérisés, le discours de l'ingénieur et celui des militantes khomeïnistes.

Un premier discours est celui de jeunes ouvriers, pour la plupart citadins, disposant d'une certaine instruction (quelques années d'études primaires) ; ils ont participé à toutes les manifestations de rue et, les premiers ont essayé de lancer la grève dans l'usine. Leur mode d'expression est simple, celui de la vie quotidienne, proche de l'expression de la classe moyenne des employés. Les interventions sont longues, elles exposent les difficultés auxquelles ils se sont heurtés dans la lutte et principalement les difficultés de mobilisation des autres ouvriers. Leur discours est parcouru de reproches voilés à l'égard des camarades de travail, mais ces reproches sont toujours suivis de tentatives d'explication du comportement ouvrier, dont l'objet est de déculpabiliser. Ce discours est un discours de classe, il insiste sur la nécessité de l'épuration au sein de l'entreprise ; elle apparaît aux jeunes ouvriers plus importante que les revendications salariales. Tout au long de l'entretien apparaît à ce sujet un malentendu, qui n'est sans doute pas fortuit, entre jeunes ouvriers et cadres. La requête d'épuration concerne apparemment les agents de la SAVAK ; en fait, par *Savaki*, les jeunes ouvriers désignent le chef du personnel et certains cadres et employés administratifs, essentiellement tous ceux qui représentent le capital dans ses rapports avec les travailleurs. Ce qui est mis en cause est l'humiliation quotidienne infligée aux ouvriers par l'encadrement du travail. L'amalgame, s'il est politique, entretient une certaine confusion parce que l'encadrement et la SAVAK, bien qu'ils aient été alliés dans le service du capital, ne peuvent être identifiés.

Le deuxième discours ouvrier est davantage orienté vers les revendications salariales. Les ouvriers qui le tiennent sont d'origines variées, mais pour la plupart encore liés à la campagne, ils ont en moyenne une quarantaine d'années et sont chargés de familles, ce qui n'est pas toujours le cas pour les ouvriers de la première catégorie. Ils interviennent massivement mais de façon brève dès lors que le problème des salaires est posé ou évoqué une image de la vie quotidienne. Ce qu'ils revendiquent est le droit à la consommation ; baignés dans la

Entretien dans une usine iranienne

société de consommation, ils en sont exclus matériellement et symboliquement faute d'une rémunération suffisante.

Le troisième discours ouvrier est celui d'ouvriers peu nombreux ayant une expérience du travail en usine de plus de vingt ans. Ils sont urbains et les aînés de l'usine. Ils ont vécu le mouvement populaire des années d'avant le coup d'Etat de 1953 et fréquenté ou cotoyé les organisations ouvrières dirigées à l'époque par le Toudeh. Leur mode d'expression a été façonné par cette époque ; il n'est pas le langage de la vie quotidienne mais un langage ampoulé, déjà savant, reproduisant les clichés et notions habituels du discours forgé par les appareils (avec utilisation éventuelle de mots français incompréhensibles pour les autres ouvriers). Les concepts de classe et de lutte de classe apparaissent clairement dans le discours, les revendications salariales sont accompagnées de revendications sociales et de revendications relatives aux conditions de travail à l'intérieur de l'entreprise.

Du discours de l'ingénieur ressort l'aspiration à une société démocratique de type occidental dans laquelle pourtant les valeurs islamiques seraient préservées. Le pays doit être organisé par l'Etat, mais les élections doivent être libres, les partis politiques et les syndicats se développer librement. Entre le discours ouvrier et celui de l'ingénieur, le heurt est permanent. Le premier remet finalement en cause les rapports au sein de l'entreprise et le statut des ingénieurs. Pourtant la relation des ouvriers aux ingénieurs est marquée par l'ambiguïté. Celle-ci a plusieurs causes. L'autorité patronale est en réalité davantage incarnée par les cadres administratifs qui, dans le discours ouvrier, sont attaqués sans ménagement, avec agressivité même. Cependant, le statut des ingénieurs manifeste aussi l'inégalité et l'injustice du statut ouvrier : différences considérables des salaires, existence de cantines séparées, etc. Par ailleurs les ouvriers sont conscients du rôle actif des ingénieurs dans la révolution. Leur activité au cours des derniers mois avant le changement de régime était semi-clandestine, elle n'avait pas pour centre l'entreprise mais la ville ; ils participaient à ou organisaient des réunions, secouraient les grévistes, se préoccupaient du ravitaillement urbain, organisaient des coopératives, allaient jusqu'à s'intéresser à la culture du blé, etc. Les ouvriers connaissaient peu au départ ces activités, à l'exception d'un petit nombre d'entre eux qui avaient des relations personnelles avec les ingénieurs. C'est seulement dans les derniers moments que les ouvriers se sont rendus compte du rôle que les ingénieurs avaient joué ; d'où une certaine gêne, un sentiment de dette à leur égard. L'ingénieur profite de cette situation ; il joue sur l'ambiguïté de la critique ouvrière et aussi sur les difficultés d'expression pour ignorer ou orienter le discours ouvrier, voire pour intimider en se présentant comme celui qui sait.

Aussi neutres qu'elles se veulent, les questions des militantes khomeinistes conditionnent dès le départ les réponses. Celles-ci sont alors polies, évasives. Pourtant l'animation est telle que les militantes ne parviennent pas à imposer le discours qu'elles voudraient entendre ;

rapidement les interlocuteurs en viennent aux problèmes qu'ils ont vécu et vivent, ceux des salaires, du niveau de vie et des rapports au sein de l'entreprise, et aux formes concrètes qu'a revêtue leur revendication-contestation. Tandis qu'avance la discussion, les positions respectives des militantes d'un côté, des ouvriers de l'autre se font plus claires et les confrontations plus vives. Ainsi, lorsqu'une militante coupe les ouvriers qui parlent salaire (« ce sont toujours les mêmes qui parlent... »), un ouvrier intervient aussitôt en sens contraire (« jusqu'ici on parlait de religion et de trucs comme ça... »).

Au milieu de l'entretien, l'une des militantes profite du fait qu'un ouvrier manifeste son refus de compromis au sein de l'entreprise pour tenter de déplacer le débat et le faire porter sur le compromis politique au niveau national. En effet, la gauche khomeiniste (non sans raison probablement) tient Bazargan pour un modéré, partisan du compromis avec les Etats-Unis. Elle refuse absolument ce compromis. La militante cherche donc à savoir dans quelle mesure les ouvriers sont conscients de l'enjeu, dans quelle mesure il est possible de compter sur eux dans les luttes politiques ; en même temps, elle fait œuvre de militante (et, par là même se dévoile aux ouvriers qui de plus s'adressent à leurs interlocutrices comme à des représentants des nouveaux pouvoirs), indique, sous forme de questions aux ouvriers comment ils devraient se conduire. L'intervention cependant tourne court. Elle attire de la part d'un ouvrier une réponse conformiste qui ne satisfait pas la militante ; puis, au-delà de paroles d'apaisement de l'ingénieur partisan de Bazargan, et du retour rapide au calme, à l'ordre et au travail, on en revient vite aux problèmes au sein de l'entreprise.

Insistons pour terminer sur certains procédés de discussion ou, plus exactement d'intimidation dans la discussion que l'on rencontre au cours du débat : l'identification du véritable opposant au martyr, de telle sorte que celui qui avoue avoir tenté de sauver sa vie et, plus généralement celui qui a survécu n'est pas un opposant crédible et ne peut en conséquence se prévaloir de ses états de résistance ; le procédé est fréquemment utilisé par le clergé et par Khomeini lui-même ; le chantage aux mérites du leader, aux titres qu'il s'est acquis, dans le passé, à la reconnaissance populaire et qui doivent le soustraire, dans le présent, à la critique ; tout simplement le syllogisme « si vous acceptez un tel pour leader, faites-lui confiance » ; l'utilisation du savoir ou de son apparence dans le langage (voir le langage ampoulé de tel militant) pour déplacer le débat d'un terrain que l'interlocuteur maîtrise et dont il est inexpugnable vers un terrain où il perd complètement pied et rend les armes sans combattre (ce qui ne l'empêche d'ailleurs pas de revenir sur son propre terrain un instant plus tard).

Tehran-Paris
Février - Août 1979

L'ENTRETIEN :

(les interventions des militantes khomeinistes sont désignées par la lettre Q. - Les noms des ouvriers sont fantaisistes - La traduction est de Ladan Boroumand).

— Q. — Comment la contestation a-t-elle commencé dans cette entreprise ?

— *Moradi* : Quand j'étais certain que les gens n'étaient pas pour le Chah je parlais ; mais lorsque je n'étais pas certain, j'essayais de savoir qui ils étaient et ce qu'ils pensaient. Le confort et les avantages matériels ce n'est pas du tout cela que je cherchais, mais de préserver ma religion et ma foi. Car il se passait des choses contre la religion dans ce pays et, *Inchallah*, cela ne se répétera plus.

— Q. — Où habitez-vous ?

— *Moradi* : A deux kilomètres d'ici, dans un village.

— Q. — Y a-t-il une mosquée ?

— *Moradi* : Oui.

— Q. — Vous vous y réunissiez ?

— *Moradi* : Oui mais généralement si on voulait parler (*politique*) c'était en cachette, car les gens eux-mêmes étaient contre ; quand un mollah voulait faire un discours, les gens s'y opposaient ; ils avaient peur qu'ils (*les agents du régime*) viennent tout brûler, tout détruire.

— *Alizadeh* : De plus les gens étaient partagés.

— *Moradi* : Oui ils étaient partagés, mais quelques-uns faisaient clandestinement de la propagande contre le Chah. On disait qu'il (*le Chah*) avait changé notre calendrier islamique. Nous avions même entendu qu'il voulait changer nos vendredis (*jour férié musulman*) par les samedis (*jour férié juif*). Un tas de choses contre la religion... Cela nous torturait mais on n'avait pas le choix. Si on savait qu'étant pris on serait tué on l'aurait fait avec fierté. Mais ils faisaient des choses qui ne nous laissaient ni la vie ni la mort. C'est de cela qu'on avait peur.

— Q. — Depuis quand la contestation a-t-elle commencé ?

— *Moradi* : Depuis un an, c'est-à-dire depuis le soulèvement de Ghom (*10 janvier 1978*) lorsqu'ils ont tiré sur les *Aghayoun* (*littéralement Messieurs, désigne ici les dignitaires religieux*). C'est depuis ce jour que nous étions mécontents et nous participions à la révolution jusqu'à aujourd'hui où elle a abouti.

— Q. — (A un autre ouvrier) : Et pour vous, c'était pareil ?

— *Moradi* : Pour la plupart c'était la même chose.

— *L'ingénieur* : Il faut rappeler que ces messieurs (*les ouvriers*) participaient à toutes les manifestations en ville. D'ailleurs ceux qui ne participaient pas étaient bien rares.

— *Plusieurs ouvriers à la fois* : On a tous participé, dans la rue, dans la mosquée...

— Q. — Qui a fermé l'usine ?

— *Plusieurs ouvriers à la fois* : Les ouvriers.

— Q. — Comment ?

— *Mostafa* : L'usine, Madame, a été fermée progressivement, c'est-à-dire dix ou quinze personnes ne sont pas venues et le lendemain d'autres les ont suivi et ainsi de suite. Mais ceci a commencé il y a deux mois (*décembre 1978, au moment du gouvernement du général Azhari*).

— Q. — Le directeur de l'usine a dit dans son discours, qu'il y a trois mois vous vous étiez réunis et vous aviez des revendications. Comment cela s'est passé et quelles étaient vos revendications ?

— *L'ingénieur* : Ils avaient des revendications matérielles.

— *Séda* : Au cours de cette réunion, on avait demandé le licenciement de certaines personnes. Mais le directeur que vous venez d'entendre a refusé de les licencier. Il a dit qu'il aurait fait de même si on lui avait demandé mon licenciement. Pourtant c'était la volonté de la majorité car ces gens là ne font pas avancer le travail au contraire ils l'empêchent.

— Q. — Qui étaient-ils ?

— *Séda* : Mais ils sont toujours là à leur poste et personne n'en parle.

— *Karim* : On ne pouvait pas leur parler (*aux responsables de l'entreprise*) il n'y avait pas de libre expression, dès qu'on parlait on était chassé de l'usine.

— *Séda* : Oui ça c'est un point ; il y a environ mille ouvriers, employés, techniciens et ingénieurs dans cette usine. Environ deux cents viennent d'Isphahan ; tout cela plus la peur (*de la répression*) rendait la grève difficile. On a essayé de lancer la grève par une présence irrégulière. Mais comme ils (*les ouvriers*) habitaient, pour la plupart, les environs de l'usine et ce n'était pas de leur faute car ils avaient la radio et ils entendaient : « Quelques terroristes ont manifesté à Isphahan », ils croyaient que les autres (*ouvriers*) et moi, qui leur disions : « Messieurs, ils (*la police*) ont tué mon ami — » étions des terroristes. Il y en a même un (*un ouvrier*) qui m'a dit sans se gêner : « mais qu'est-ce qu'il a fait ton copain pour qu'on l'ait tué ». Alors je lui ai raconté ce qu'il avait fait. Mais il m'a répondu que mon copain était un destructeur de banques et de cinémas. Bref, ils étaient pour la plupart contre la grève. Mais peu à peu ils ont compris. L'ouvrier dont le salaire une fois augmenté était de 320 R (*soit 20 F*) par jour, disait que : « le Chah nous a donné la sécurité, ils nous a donné l'électricité ». Mais il ne disait jamais que : « moi (*l'ouvrier*) d'une part je cultive la terre, et quelle modeste culture ! et d'autre part je travaille à l'usine. Et bien que je travaille 16 h par jour je n'arrive pas à joindre les deux bouts ».

Ils (*les ouvriers*) ne posaient jamais les problèmes comme ça. Ils disaient seulement que les jeunes, qui marchaient dans les rues d'Isphahan en manifestant contre le Chah ou contre un ministre, étaient des terroristes et dépendaient des communistes, de l'U.R.S.S., etc. Donc

ceux qui voulaient faire la grève ici, avaient très peu de partisans et ceux qui étaient d'accord avaient peur.

— *Askari* : On leur avait bourré le crâne.

— *Séda* : Parce qu'ils voyaient la télé et ils entendaient la radio, vous savez bien, on y disait : « O compatriote les intérêts de ta patrie sont menacés », et des mensonges de ce genre ; eux (*les ouvriers*), ils croyaient tout ça et ce n'était pas de leur faute. Avec leur campagne d'alphabétisation (*allusion à la campagne d'alphabétisation lancée par le Chah en 1963 dans tout le pays et dirigée par sa sœur Achraff*), et quelle campagne ! (*ironique*) aucun (*des ouvriers*) n'avait l'instruction nécessaire à la compréhension (*de la situation*). Nous non plus, mais nous au moins, à Isphahan, on allait à des réunions (*rassemblements populaires de plus en plus nombreux au cours des six derniers mois du régime impérial, on y entendait des discours politiques et religieux*). Et une de nos revendications, — on allait à des réunions — c'est que les gens qui nous maltraièrent (*à l'usine*) et qui étaient ouvertement contre les intérêts des travailleurs, dont un a dit, à mon collègue, Monsieur Assadi (*ouvrier à l'usine*) qu'il n'était rien dans cette usine et qu'il n'avait qu'à aller se faire foutre, puisqu'il n'avait ni poste ni pouvoir. Et qu'il (*le fonctionnaire*) ne s'occuperait pas de son problème (*de M. Assadi*) ; ces mêmes gens sont aujourd'hui des révolutionnaires et font des discours. Sans vouloir les accuser de Savaki (*policiers*) on s'en fout après tout, mais moi-même j'avais toute une histoire d'infirmerie ; pour avoir perdu un papier le chef du personnel m'a fait courir pendant trois mois. (*sarcastique*) En plus c'est par excès de gentillesse que Monsieur ne m'a pas licencié. Mais l'ingénieur de ma section, qui lui est un Moudjahed résistant, pas bien sûr dans l'entreprise et ouvertement...

La grève ici a commencé par le sommet, c'est-à-dire que nos responsables voulaient que nous fassions la grève, mais nous n'étions pas à la hauteur et nous ne faisons pas grève. Par exemple les ingénieurs voyaient qu'avec tout ce qu'ils faisaient les ouvriers venaient quand même au travail. Un jour j'ai dit (*aux autres ouvriers*) que la situation était honteuse. Ils ont répondu : « c'est parce que vous (*les ouvriers partisans de grève*) êtes paresseux et vous ne voulez pas travailler. » Mais à vrai dire il n'y avait pas de boulot à l'usine et on ne travaillait pas. Puis les ingénieurs ont dit aux ouvriers de ne pas venir par leurs propres moyens si les services de transport ne venaient pas les chercher. Par ailleurs, ils ont demandé aux chauffeurs de ne plus venir.

— *L'ingénieur* : Souviens-toi, certains chauffeurs ont eux-mêmes arrêté le travail.

— *Séda* : Oui certains d'entre eux ne sont pas venus et, aux autres les ingénieurs ont demandé de ne plus venir. C'est comme cela qu'à l'initiative de certains directeurs conscients et du responsable des transports, la grève a pu enfin être déclenchée.

— *Q. (provocante)*. — C'est-à-dire avec l'arrêt des transports et à la demande pressante de certains ?

— *Tous les ouvriers ensemble* : Non, non, pas à la demande de certains, on la voulait la grève... On la voulait nous-mêmes.

— *Nafty (Ancien ouvrier de la Compagnie Nationale iranienne des pétroles, relativement plus âgé que les ouvriers qui ont pris la parole jusqu'ici)* : Permettez ! permettez ! je vais tout raconter. Notre Iran, Madame, économiquement, spirituellement, socialement et par sa direction, était entre les mains des étrangers. Les Américains donnaient des ordres qui devaient être imposés par leurs valets même si cela devait coûter le sang du peuple. Tout le monde subissait ces ordres : ingénieur, non-ingénieur, technicien, speakerine (en français) et écrivain.

— *L'ingénieur* : Quel régime ?

— *Nafty* : Le régime haï et maudit de Reza-Chah qui avait étendu son ombre néfaste sur tout le peuple misérable et malheureux de l'Iran. Progressivement cela a fait bouillir le sang du peuple. Des bazaris aux ouvriers en passant par les employés et les fonctionnaires. Quelle différence ! Le sang du peuple est le même. Tout le peuple était enragé que ce soit celui qui avait une vie confortable ou celui, comme moi qui, ayant travaillé trente-deux ans, suis toujours locataire. Ils se sont révoltés ensemble. Monsieur l'ingénieur Azari ou Echgi ou un autre sont malheureux en voyant quelqu'un de leur espèce dans la misère. Il n'y a pas de différence que ce soit quelqu'un en Cadillac ou moi en chaussures trouées ou ces messieurs (*désignant les pieds des autres ouvriers*) pieds-nus. Vous les voyez, ces gens là travaillaient et les étrangers mangeaient ; ils travaillaient et le patron envoyait le fric là où il se devait. Nous travaillions et extrayions le pétrole, il y a 27 ans moi-même j'étais ouvrier à la NIOC, j'ai été arrêté et incarcéré pendant cinq ans, puis chassé de mon travail. On travaillait mais notre pétrole était donné à Israël qui faisait la guerre à nos frères.

— *L'ingénieur* : Je voulais ajouter aux propos de monsieur c'est qu'en général, l'époque de Mossadegh et le coup d'Etat qui suivit étaient présents à l'esprit de tout le monde. Beaucoup se sentaient concernés et d'autres, à cause des difficultés de la vie, du travail, du manque d'instruction ou pour une autre raison, ne s'en occupaient pas. Quant aux ordres c'est vrai qu'ils venaient d'ailleurs ; mais ceux qui comprenaient cela non seulement en souffraient mais essayaient dans la mesure du possible de l'empêcher. La contestation existait donc depuis longtemps. Mais le secret de la réussite de l'Imam c'était avant tout le fait qu'en lui on pouvait avoir confiance. Dans notre pays ce qui compte avant tout c'est la confiance. C'est comme le mariage. Lorsqu'on demande la main d'une fille on cherche d'abord et avant tout à savoir de quelle famille elle est : qui est sa mère, qui est son père ? Les gens peuvent, en voyant sa vie et ses actes, savoir que l'Imam est un homme sans tache et honnête. Ils furent donc attirés vers lui, voyant que de ce côté ils ne seraient pas trahis. La trahison n'est ni dans sa doctrine, ni dans ses idées. Le gouvernement par exemple avait donné l'ordre d'augmenter les salaires dans les administrations, souvenez-vous des cinq cents rials par jour.

Entretien dans une usine iranienne

— *Saléh* : A nous on n'a rien donné !!! (approbation générale).

— *L'ingénieur* : Oui, mais on en a parlé des augmentations ; ils ont dit qu'ils donneraient tout ce qu'on voudrait, etc. Matériellement ils voulaient acheter tout le monde. Mais le peuple, le riche et le pauvre, n'a pas fait cela pour l'argent ni pour le confort. Ils ont dit qu'ils n'en voulaient pas. Aux ouvriers de la NIOC ils étaient prêts à donner un million par personne pour qu'ils regagnent le travail.

— *Sadri* : Nous avons tellement discuté avec le chef du personnel ! moi qui travaille depuis cinq ans ici, pendant ce temps je n'ai vu augmenter mon salaire que de cinquante rials (*trois francs*) par mois, pourquoi ? Alors qu'on augmente les employés et les ingénieurs de 7 500 R pour les faire taire.

— *L'ingénieur* : Mais non, mais non...

— *Sadri* : Et moi qui suis ouvrier je n'ai rien.

— *Minai* : C'est parce que les ouvriers ont 270 R par jour et que les ingénieurs sont mieux payés et peuvent défendre leurs droits, tandis que l'ouvrier ne peut pas se défendre (*approbation générale*). L'ouvrier est toujours en arrière, même maintenant ce sont les ouvriers qu'on piétine et non pas les ingénieurs car ils peuvent se défendre. Ils sont mieux payés et ils ne pensent pas le soir en rentrant à la nourriture de la famille. Ils ont cinquante mille rials et ils peuvent vivre. Mais l'ouvrier attend toute la journée pour avoir ses 270 R et rentrer chez lui.

— *Q.* — Pendant les trois mois de grève est-ce que vous aviez vos salaires ?

— *Plusieurs à la fois* : Oui le salaire fixe, mais ils ont cessé de payer l'allocation de logement et la cantine.

— *Moussa* : Ceux qui sont aujourd'hui les libéraux et les révolutionnaires sont les mêmes qui approuvaient les règles de l'entreprise. Mais maintenant voyant que les choses ont changé, ils essayent d'influencer les gens en se faisant passer pour des révolutionnaires. Mais nous savons que ceux qui se battaient vraiment, mais vraiment, ne sont pas restés vivants. Et aujourd'hui ils parlent et ils disent qu'ils ont combattu pour la liberté. Mais on sait que ce sont des mensonges.

— *Zad* : Ils mentent, je vous jure qu'ils mentent.

— *Moussa* : Par exemple dans cette usine les règlements étaient entre les mains de ces mêmes directeurs et hauts fonctionnaires. Les techniciens allemands qui étaient là, est-ce que ce n'était pas pour nous apprendre à travailler ? Pour qu'on puisse faire fonctionner l'usine nous-mêmes après leur départ ? En plus de leur « Party » où ils buvaient de l'alcool, ils se servaient de nous, des ouvriers de l'usine, alors que nous ne devons pas travailler, nous devons seulement apprendre. Mais ils nous obligeaient à travailler.

— *Q.* — Comment ça se fait que vous ne contestiez pas ?

— *Moussa* : Si un de nous contestait, non seulement il était licencié, mais aussi on le traitait de terroriste venu de l'autre côté des frontières, de communiste ou de marxiste, etc.

— *Q. (encourageante)*. — Alors si vous ne pouviez pas vous battre à l'usine, très certainement vous vous battiez ailleurs ?

— *Tous ensemble* : Oui, oui, bien sûr...

— *Q.* — Je voudrais savoir comment vous luttiez, par exemple c'était des discussions à la mosquée ou...

— *Zad (la coupant)* : C'était jeudi et...

— *Q.* — (Reprenant)... Vous manifestiez ?

— *Zad* : Il y avait les manifestations, la mosquée, tout quoi. Partout, partout on luttait.

— *Moussa* : Permettez ! permettez ! Il y avait ici même des gens qui, comme moi, pointaient le matin et se sauvaient après pour participer aux manifestations, pour accomplir leur devoir envers les martyrs qui sont morts pour nous, pour la liberté et non pour des trucs matériels...

— *Q. (approuvant)*. — Oui c'est ça...

— *Moussa* : ...de confort. La plupart des gens voulaient faire quelque chose mais ils avaient peur. Ils craignaient une répression encore plus féroce.

— *Q.* — Oui nous comprenons cela, on sait ce qui se passait. On veut savoir si en dehors de l'usine vous vous contactiez entre vous ou bien si c'est avec d'autres amis que vous discutiez.

— *Zad* : Depuis dix mois de travail ici, tout le monde le sait, je distribue des tracts. Surtout pendant la révolution. J'étais donc connu comme contestataire. C'est pour cela qu'on me demandait amicalement si je n'étais pas blessé ou on s'étonnait que je sois encore vivant. Un jour, un jeudi, cette machine était à peine mise en marche, à neuf heures, j'ai pointé. Mais comme je ne pouvais pas dire où j'allais, je suis parti sans rien dire. Le lendemain j'ai reçu un blâme, que j'ai toujours du reste, dans lequel on m'a menacé de licenciement au cas où je recommencerais. Ces nouveaux révolutionnaires qui parlent si bien et qui veulent être élus sont les mêmes qui avaient collé des affiches menaçant de licencier tous les ouvriers qui ne participeraient pas au défilé du 4 Aban (*anniversaire du Chah*). Finalement on nous a obligé d'y aller. Nous on ne pouvait rien, on n'avait pas le choix, seulement on n'a pas crié « vive le Chah », c'est pourquoi d'autres (*ouvriers*) nous ont traité d'opiomanes (qui signifie lent, mou, sans énergie).

— *Nafty* : Nous avons même crié « Mort au Chah ». Nos noms furent enregistrés et aujourd'hui les dossiers de la gendarmerie ont été envoyés au comité de l'Imam Khomeini (*à cette évocation tous récitent par trois fois un verset de la prière manifestant le respect et la vénération des saints noms*). Quand on nous a fait défiler pour le maudit régime déchu, et que nous avons dit « Mort au Chah », on nous a demandé nos noms ; moi j'ai dit un faux nom mais les autres ont donné leurs vrais noms.

— *Kordi (ironique)* : Il a eu peur qu'on l'exécute.

Entretien dans une usine iranienne

— *Nafty* : Ce n'est pas une question de peur, cela fait trente deux ans que je lutte contre le régime du Chah.

— *Q.* — Pourquoi devait-il donner son nom ?

— *Nafty* : On ne doit pas donner de nom. Mais ils n'y étaient pas, ce sont des jeunes et ils ne croient pas à la lutte.

— *L'ingénieur (d'un ton de reproche)* : Oui mais il faut en finir avec les « ils ne savent pas » et « ils n'ont pas lutté », etc.

— *Nafty (rectifiant)* : On a tous contribué (*à la révolution*), on a tous subi le mal. On n'était pas d'accord avec le régime. On avait un bon dirigeant, on avait un bon Imam. Quand on a connu nos dirigeants, quand j'ai su que M. Akbari et M. Salamat (*des ingénieurs*) étaient avec nous, on s'est unis et on a quitté l'usine et on a fait la grève. On a envoyé de l'approvisionnement à Téhéran, on a tout fait, on a eu des morts, on a subi le chômage, on a tout fait.

— *L'ingénieur* : En ville ils ont tous participé, tout le monde a participé.

— *Q.* — De quoi discutiez-vous ?

— *Zad* : On ne parlait pas de politique (*à l'usine*), c'était toujours au sujet des 7 500 R. Mais c'était une excuse pour faire la grève. Mais il y a quelques ouvriers, notre représentant, entre autres, qui ont dit : « Nous sommes pour le régime impérial et nous sommes pour la constitution ».

— *Q.* — Quand vous discutiez en dehors de l'usine de quoi parliez-vous ?

— *Nafty* : C'était de la chute du régime haï qu'on parlait.

— *Plusieurs à la fois (d'un ton évasif)* : Des problèmes du jour.

— *L'ingénieur* : En général c'étaient les cassettes et les tracts de Khomeini qui lançaient les « mots d'ordre » du jour. La radio B.B.C., qui change aujourd'hui (*après la première vague d'exécutions, la B.B.C., seule radio écoutée en Iran pendant la révolution, prend ses distances vis-à-vis du nouveau régime et critique les tribunaux islamiques*), déclarait que « demain c'est la grève générale en Iran », tout le monde alors était au courant et savait qu'il fallait faire grève. Pendant ces allées-venues il y avait des « contacts » (*en français*) : les gens se parlaient et entendaient les différentes opinions. Cela date d'avant Charif-Emani. Puis il y a eu plus de liberté, il y avait des réunions, par exemple celles des ingénieurs. Ceux qu'on appelle ici les ingénieurs avaient leurs réunions là-bas. Puis il y avait la ville, la famille. Même les enfants étaient au courant des événements politiques. Mais vous ne pouvez pas dire qu'avant Charif-Emani vous vous réunissiez dans une mosquée. A l'époque il y avait certaines directives, quelques réunions qui se multipliaient progressivement dans la société. Donc avec les messages de Khomeini, les discours et les mots d'ordre des dirigeants de l'intérieur et aussi grâce aux discussions entre les individus, il y avait une prise de conscience. Puis après deux mois la position de chacun était claire. On discutait, on parlait, même il y eut un temps où on voulait chasser les Allemands qui s'y opposaient (*à la grève*) ;

on en a parlé, tout le monde en a parlé. Mais avant Charif-Emami tu ne pouvais pas parler dans une assemblée d'usine où il y avait mille personnes, il n'y avait pas cette liberté. N'est-ce pas ?

— *Tous ensemble* : Oui c'est juste.

— *L'ingénieur* : Et un autre problème dont parle notre ami (Zad), vous savez que la révolution est faite par tout le monde. Il est évident que ceux qui avaient plus d'instruction ont compris plus tôt et eux, aussi, ont payé de leur vie dans la lutte. Ceux que toi, ami, tu appelles « les ingénieurs », ceux-là avaient peut-être un bon niveau de vie mais ils souffraient de la situation. Je ne veux défendre personne, mais c'est la vérité. Il y avait beaucoup de commerçants très influents et très riches qui n'hésitaient pas à financer le mouvement. Et tout ça, contre la misère et la répression. Personne ne pouvait défendre ses droits, ni vous ni celui qui était très haut placé. C'est pour ça que le mouvement a vu le jour. Tu avais plus de problèmes, l'autre en avait moins, mais les problèmes essentiels étaient communs à tous. Tu comprends il faut voir, discuter, comprendre, analyser puis émettre un avis.

— *Zad* : Il y a une chose que la révolution m'a apprise, que notre leader nous a enseignée : c'est que nous ne ferons pas de compromis ni de concession ; ils veulent continuer la même chose sous une autre forme ; ils nous disent : « oubliez la vengeance » mais ils savent très bien qu'après quelques années les « savakis » ne restent pas inconnus à l'usine. Pourquoi alors sachant qui ils sont, ils ne les chassent pas de l'usine, ils n'arrêtaient pas de nous dire qu'il faut oublier et reconstruire ensemble...

— *Q.* — Avec qui ne ferez-vous pas de compromis ?

— *Plusieurs à la fois* : Ils veulent nous ramener au point de départ (*ils s'agit des rapports dans l'entreprise*).

— *Q. (coupant)*. — Je vais poser une question, mais je ne veux pas que cela prenne une dimension destructrice. Mais comme je vois qu'il y a là un peuple dans un état d'esprit de refus du compromis, comme Khomeini lui-même n'a pas fait de compromis : je voudrais savoir si, au cas où le gouvernement faisait un compromis, il vous viendrait à l'idée de le combattre...

— *Zad (coupant)* : Bien sûr que non, parce qu'on a un leader conscient et notre leader...

— *Q. (reprenant)*. — ...même si c'est un gouvernement élu par vous-même, êtes-vous assez conscients et au courant des événements politiques de votre pays. Prenez-vous par exemple connaissance régulièrement des contrats économiques et de leur contenu ; est-ce que vous vous posez la question, vous sentez-vous concernés par les affaires de votre pays ? Est-ce qu'à chaque instant, les Musulmans et les autres, nous tous, nous croyons de notre devoir d'accomplir la recommandation d'encourager au bien et de déconseiller le mal (*précepte religieux essentiel*) même dans les affaires de notre gouvernement. J'entends partout : « Nous ne ferons pas de compromis ». Mais je voudrais savoir jusqu'où va la conscience. Va-t-elle assez loin pour

qu'on puisse se permettre de douter de la politique du gouvernement. Un peuple conscient, se tenant constamment sur ses gardes, mais d'une manière constructive. Car Khomeini l'a dit, il faut critiquer mais il ne faut pas se révolter. Nous ne sommes pas pour la révolte.

— *L'ingénieur* : A mon avis un gouvernement démocratique exige des élections libres ; le peuple élit et les députés vont au parlement. Comme par exemple l'Autriche, la Suède et la Suisse. Si une affaire contre les intérêts du peuple est en cours de réalisation, cela fait inévitablement du bruit au parlement et l'opinion publique en est alertée et réagit en fonction. Quant à ce que vous dites, Monsieur, il y a eu une révolution et l'on ne peut tout faire en un jour. Aujourd'hui c'est le dixième jour et allez voir le désordre qui règne dans le comité d'Isphahan. Quant au licenciement des traîtres il faut du temps et on ne peut pas faire tout à la fois. Il faut d'abord arrêter les criminels et après les mouchards.

— *Zad* : Il faut qu'on fasse cela (*chasser les savaki*) tant qu'on a du sang révolutionnaire dans les veines. Demain ce sera trop tard, je parie...

— *L'ingénieur* : Ceux qui dirigent la révolution, eux, savent s'en occuper ; de toute façon quiconque voit en lui-même la capacité de faire ce travail, doit pouvoir le faire. En tout cas le mouchard n'est pas aussi dangereux que les principaux responsables.

— *Zad* : C'est parce que le mouchard n'ose plus, il ne peut rien...

— *L'ingénieur* : Comment veux-tu qu'un pays qui a été gouverné 2 500 ans d'une certaine manière change entièrement en dix jours ; il en faut des années.

— *Zad* : Monsieur l'ingénieur, ils ont peur, l'ancien régime leur avait tellement menti.

— *L'ingénieur* : Ça c'est un autre problème si vous acceptez Khomeini, si vous avez foi en lui ; si vous acceptez Bazargan qui a sacrifié tous ses intérêts, il était professeur à l'université, il avait une société...

— *Nafty (coupant)* : Il était à la NIOC où moi-même j'étais ouvrier.

— *L'ingénieur (reprenant)* : ... ils lui ont proposé de l'argent, des postes au ministère, au parlement, bien avant ces événements, mais il n'a pas accepté. Si vous croyez en ceux-là alors renseignez-vous d'abord puis discutez-en.

— *Q.* — Est-ce que vous discutez entre vous, plutôt que de réfléchir chacun de votre côté ?

— *Nafty* : Il faut lire les livres de M. le docteur Bazargan.

— *L'ingénieur* : Il faut lire les livres du docteur Chariati, ce sont les meilleurs livres. (*Philosophe iranien mort en exil à Londres en 1977, auteur de nombreux ouvrages, a largement contribué à la construction d'un langage chiite d'opposition, a eu une énorme influence sur la jeunesse*).

— *Nafty* : Bazargan est un homme connu, vous, vous êtes jeunes.

— ... : Il est très bon et notre peuple l'a choisi et nous comme notre peuple, quand notre peuple dans sa majorité choisit quelqu'un,

nous l'acceptons. Mais nous-mêmes, il faut que nous nous renseignions, nous devons étudier la situation et savoir par nous-mêmes si nous devrions voter pour lui. Par exemple Bazargan était auparavant membre du front national et professeur à l'université, il a aussi écrit des livres.

— *Zad (revenant à sa proposition d'épuration des cadres de l'usine) :* Ce sont ces gens-là, M. l'ingénieur, qui ont le droit d'être élus et non pas celui qui, avant la révolution, travaillait contre les intérêts du peuple.

— *L'ingénieur :* Ceux dont tu parles, si c'est moi, lui ou un autre ; venez, parlons-en et faisons le point sur ce problème. La contestation est libre et l'on peut parler.

— *Tous ensemble :* Il ne faut pas se gêner, il faut parler.

— *Zad (à l'ingénieur) :* Vous dites « vous » mais on est tous ensemble (*ouvriers et ingénieurs*) d'une même couche ; je peux vous dire que 95 % d'entre nous ne savent pas ce qu'est une révolution et pourquoi il y a eu une révolution. Nous sommes seulement contents d'être libérés d'une pression et de pouvoir parler. Révolution, ça veut dire changer les choses. Il faut désarmer et chasser les collaborateurs, pour que ceux qui méritent vraiment puissent prendre leurs places.

— *L'ingénieur :* Des savaki, il y en a certainement à l'usine, mais leur identité n'est pas connue de la direction de l'usine. Nous avons vu certains dossiers et les autres sont sous scellés. Il ne faut accuser personne avant d'avoir des preuves, si vous voulez agir d'une manière islamique. D'autre part (*le bâtiment de*) la SAVAK est entre les mains du peuple et on peut ainsi avoir la liste des savaki. Il faut des preuves et les preuves on peut les trouver.

— *Séda :* Je crois que tous les ouvriers veulent que les dossiers ne soient pas entre les mains de la direction et qu'une personne compétente vienne du comité de Téhéran, pour qu'on sache : qui a volé et le droit de qui a été piétiné.

— *Q. —* Entre vous n'y a-t-il pas un homme juste et compétent sur qui tout le monde soit d'accord ?

— *Séda :* Oui mais on n'a pas confiance entre nous il faut quelqu'un du comité.

— *Q. —* Mais entre vous-même ; quelqu'un à élire ?

— *Zad :* Ils sont (*les gens de confiance*) vraiment trop peu nombreux.

— *Séda :* En plus un des nôtres, un ouvrier, ne peut pas faire grand chose ; un ouvrier par exemple est incapable de discuter avec un ingénieur.

— *Kia :* Les techniciens et les ingénieurs ont eux-mêmes des voitures et l'usine leur a donné des maisons et de bons salaires ; mais l'ouvrier qui à neuf heures du soir rentre, les chaussures à la main, pour ne pas que le bruit de ses chaussures fasse râler le propriétaire, cet ouvrier là ne fait que regarder la pomme Golden qu'il est incapable d'acheter tellement c'est cher (*longue approbation de tous, chacun intervient dans le même sens*). Pourquoi, parce que le niveau de salaire est trop bas. Les ouvriers ont tous entre deux à six enfants et rêvent

d'acheter des fruits, surtout que les enfants en voient chez les autres et en demandent à leurs parents, vous le savez bien.

— *Sadri (violent et agressif)* : C'est la faute de celui qui décide des salaires ; un tel (*un ouvrier*) avait 2 000 R mais il ne lui a donné que 600 R ; le reste dans la poche du patron, dans la poche des Etats-Unis (*plusieurs autres ouvriers interviennent en même temps pour se plaindre des salaires*).

— *Q.* — Ce sont toujours les mêmes qui parlent, ces messieurs n'exposent plus leurs opinions.

— *Zad* : Le problème de l'un, madame, est celui de tous.

— *Djam* : Jusqu'ici on parlait de religion et de trucs comme ça, mais maintenant on veut parler de notre... (*d'autres le coupent en approuvant ce qu'il allait dire*).

— *Sadri* : Tout le monde est malheureux, tout le monde est misérable.

— *Q.*—Qu'attendez-vous de cette république islamique ; du point de vue matériel et du point de vue spirituel ?

— *Toudeh* : D'abord, madame, la suppression des inégalités de classes ; puis chacun à son travail ; par exemple il y a un technicien de construction qui a moins de travail et il arrive qu'on en fasse un opérateur à la chambre de contrôle. Il y a d'abord une baisse de la qualité de son propre travail et une incompétence dans son nouveau travail. Les décisions concernant le sort de l'ouvrier doivent être prises publiquement pour empêcher l'intervention de sentiments personnels à l'égard de tel ou tel autre ouvrier.

— *Chansi* : Actuellement, ma revendication est que cela fait trois ans que je travaille ici et mon salaire est de 200 R par jour. J'en ai parlé à tout le monde, du technicien au directeur, selon la hiérarchie de l'ancien régime pourri. Après un an et demi de travail mon salaire n'a augmenté que de 29 R et depuis le début du mois il a été porté à 400 R par jour. J'ai une famille de six personnes à ma charge et je n'ai pas de logement ; je demande qu'on s'occupe de moi.

— *Q.* — Autrement dit une augmentation de salaire ?

— *Chansi* : Qu'on puisse vivre quoi !

— *Panah* : Pour nous aussi c'est pareil.

— *Djalali* : J'ai un salaire de 300 R par jour ; j'étais un agriculteur spécialiste et compétent et je vivais à 30 km de Chahré-Kord. Il y a trois ans il y a eu un tremblement de terre et nous sommes venus ici mais avec les loyers mon revenu est loin de rencontrer le coût de la vie. Les responsables de l'ancien régime maudit nous ont dit de quitter notre village et nous ont promis de nous construire une petite ville. Nous avons quitté notre campagne et nous sommes venus ici. Là-bas quand on cultivait la terre on avait toujours des problèmes avec l'ancien régime, on n'a toujours pas de maison et on vit sous des tentes (*depuis le tremblement de terre*), même en hiver. Ceux qui sont restés là-bas ont péri et moi, excellent cultivateur, je ne peux acheter des fruits pour mes enfants.

— Q. — Et si il y a une amélioration de la situation agricole y retourneriez-vous ou pas ?

— *Tous ensemble* : Oui... ce sont des agriculteurs... oui on n'a rien à faire ici.

— *Zad* : Il y a une personne qui est agriculteur et qui possède un Djirib (équivalent de 100 m²) de terre. Nous-mêmes, nous possédions des terres mais l'Etat y a construit des canaux d'irrigation pour un autre coin de la région, c'est pourquoi actuellement on a perdu notre agriculture. Les terres de ce monsieur (*un autre ouvrier*) qui produisaient plusieurs tonnes de riz chaque année, sont inondées maintenant (à cause de la construction d'un barrage). Les terres ont été rachetées à 10 Rials le mètre carré et la production à 2,5 par m². C'est cela l'agriculture. Mais si cela s'arrange bien sûr qu'on y retournera. A condition d'avoir des terres. Avec les canalisations nos terres ne sont plus exploitables.

— *Djalali* : Dans notre village de Chahré-Kord il n'y avait ni mosquée, ni bain public, ni école ; c'est pourquoi on a laissé tomber l'agriculture bien qu'on avait des raisins, des pommes, etc., on a quand même laissé tomber parce que tous les jours les agents du régime venaient et nous demandaient de partir en nous promettant la construction d'une nouvelle ville. Et tout ça pour détruire l'agriculture.

— *Zad* : Le Ministère de l'agriculture qui aidait les paysans a arrêté son aide depuis un an pour saboter l'économie du pays pour qu'on ait besoin des U.S.A. et qu'on leur demande du blé.

— *Ahmadi* : Moi je n'ai pas à me plaindre de la question matérielle, avec ce qu'on me donne ou bien j'essaie de vivre ou bien je m'en vais. Avant la chute de l'ancien régime, tout le monde nous demandait pourquoi on n'arrêtait pas le travail. L'aciérie, les industries militaires, etc., étaient déjà en grève. On nous traitait de traîtres et nous n'osions pas dire que c'est M. Iravanian qui doit en donner l'ordre. Il ne l'a pas fait jusqu'à ce qu'une chose obscène lui fut envoyée. C'est après ça qu'il a fermé l'usine et aujourd'hui il nous parle de la trahison du Chah. Il faut choisir son camp. On ne peut pas être des deux côtés.

— *L'ingénieur* : Cette usine était encore à ses débuts ; le travail de production n'avait pas encore commencé. Il faut savoir dans quel but on ferme une usine. Si cette usine faisait entrer dix millions par jour dans les caisses de l'Etat, il aurait été primordial d'arrêter, pour priver l'Etat de ce revenu. Tout le monde voulait la grève, sinon ce n'est pas en envoyant un truc au directeur qu'on peut déclencher une grève. Quelques-uns ne sont pas venus puis d'autres ont dit que l'Imam avait fait de la grève un devoir religieux et ainsi de suite.

— *Séda* : Mais Monsieur l'ingénieur, je ne suis pas venu et ils (*des fonctionnaires de l'entreprise et un colonel ayant la fonction d'inspecteur de l'usine*) voulaient faire un rapport pour la SAVAK. Nous étions les premiers à faire la grève et ils voulaient nous licencier ; le colonel est venu nous chercher.

— *Djavan* : Le colonel a foutu le camp, il n'y a plus de colonel.

— *Séda* : La dernière usine à faire la grève, c'était la nôtre ; pour nous c'est une honte. Je hais cette usine et je finirai par la quitter.

— *Q.* — Non, beaucoup d'usines n'ont pas fait grève du tout.

— *Ahmadi* : Parce que les chefs ne se sont pas solidarisés.

— *L'ingénieur* : Pourquoi les pétroles ont-ils fait grève ? C'était qu'ils étaient organisés, qu'ils se connaissaient depuis longtemps. Ils avaient travaillé ensemble. Vous-mêmes, vous étiez incertains car vous vous connaissiez depuis peu.

— *Soltani* : Nos revendications...

— *Toudeh* : Vous savez dans ce pays on a toujours réprimé les faibles. Même si tous les ouvriers de cette usine contestent, cela n'empêche qu'une seule personne décide et viole le droit de tous les ouvriers.

— *Q.* — Qu'est-ce que vous proposez... par exemple pour les salaires ?...

— *Toudeh* : Le salaire doit être décidé en présence de l'ouvrier. Peut-être ce monsieur ne plaît pas à cet ingénieur.

— *Zad* : Il faut faire connaissance de l'individu et de ce dont il a besoin.

— *L'ingénieur* : Ce problème est résolu si vous élisez un homme capable et compétent.

— *Toudeh* : Un des meilleurs ingénieurs de l'usine, en l'honnêteté de qui tout le monde croit, qui est un combattant, m'a dit qu'au cours d'une réunion trois personnes s'étaient prononcées pour et deux contre le fait d'employer de nouveaux ouvriers qui ne sont pas nécessaires à l'usine. Ce que nous voulons, c'est la suppression de l'histoire du gâteau. Parce qu'on dirait qu'il y a un gâteau et que chacun veut en faire profiter les gens qu'il connaît. Le candidat doit au cours de la réunion montrer sa personnalité et son caractère (*en français*) professionnel. Par ailleurs il y a des revendications générales et sociales. Ces messieurs (*les ouvriers*) parlent tout le temps de salaire, mais il n'y en a pas un qui se soit plaint de l'absence d'eau dans son village. Autre exemple, il y a quelques années deux enfants d'un chauffeur de l'usine ont été brûlés vifs ici-même ; on ne lui a même pas accordé une ambulance, puis il a eu besoin de 19 000 R, après six ans de travail on lui a refusé cet argent. Tandis que le lendemain même un des ingénieurs de l'usine a eu 450 000 R d'heures supplémentaires. Ces inégalités doivent être supprimées.

— *Soltani* : Nos revendications, c'est d'abord que cette révolution aboutisse entièrement. Puis nous sommes sûrs que les lois islamiques résoudront nos problèmes. Et ceux que nous élirons réaliseront, inchalah, nos revendications. De toute façon nous avons besoin de vendre notre pétrole mais il faut le dépenser d'une autre manière. Cela nous convient à condition que les U.S.A. n'interviennent pas dans nos propres affaires. De même qu'Israël sioniste. Non seulement nous n'aiderons pas ce pays mais nous sommes d'accord pour qu'il disparaisse.

— *Chakeri (représentant des ouvriers sous l'ancien régime)* : Moi

Chakeri, en tant que simple ouvrier et de la part de tout le monde...

— *Tous ensemble* : Pas de la part de tout le monde, parle seulement en ton nom.

— *Chakeri* : Je souhaite la gloire finale de la révolution. Augmentation des salaires et du confort telle qu'un ouvrier puisse faire vivre une famille de cinq, huit ou dix personnes : avec par exemple du pain et du fromage le matin, *Abgoucht* à midi et, comme on dit chez nous, du riz et de la viande le soir. Que lui soient aussi assurés le travail, l'hygiène et la sécurité sociale, plus le service des transports puisque certains ouvriers doivent faire entre 15 et 50 km chaque jour pour venir à l'usine. Tout le monde sait que sous l'ancien régime il n'y avait que discours, promesses et propagandes, j'étais bien placé pour le savoir. Il y avait des paroles mais pas d'action. Tous les ouvriers du pays sont d'accord sur ce point. Il faut de l'hygiène et la médecine pour les villages des environs. Je connais personnellement un village de 16 000 habitants où il n'y a pas une route goudronnée.

La suppression des inégalités, c'est-à-dire, qu'entre le salaire d'un ouvrier et celui d'un employé il n'y ait pas une différence de quelques milliers de tomans. Que les cantines ne soient pas séparées et que tout le monde mange la même chose. Le confort dont jouissent les employés et les ingénieurs doit aussi être assuré aux ouvriers. Avant, les responsables de cette usine s'occupaient de ces problèmes ; pourquoi ils n'ont pas réussi, je n'en sais rien.

— *Fahm* : Suppression des inégalités de classe comme la cantine et les services ; et si il doit y avoir des favorisés ça doit être la classe ouvrière ; c'est cette classe qui fait à l'usine le vrai boulot.